

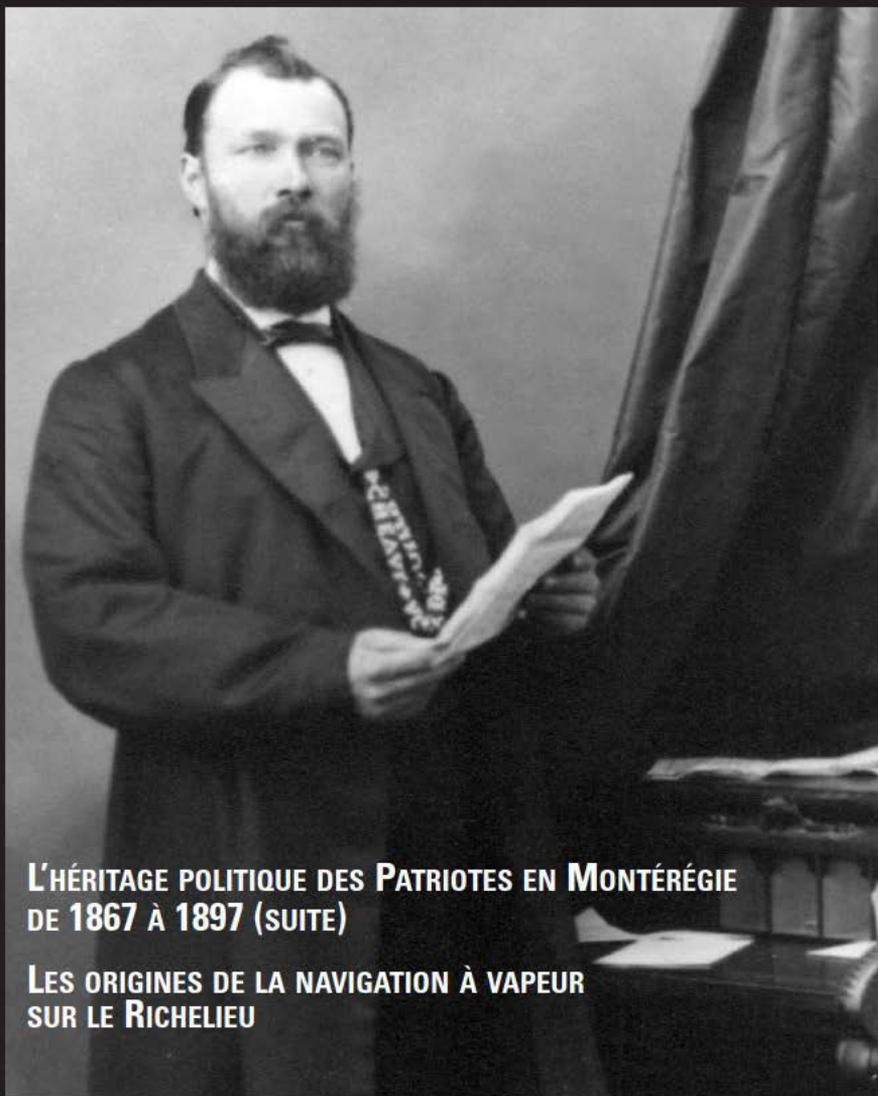
# Cahier d'histoire

26<sup>E</sup> ANNÉE

N<sup>O</sup> 76

FÉVRIER 2005

Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire



**L'HÉRITAGE POLITIQUE DES PATRIOTES EN MONTÉRÉGIE  
DE 1867 À 1897 (SUITE)**

**LES ORIGINES DE LA NAVIGATION À VAPEUR  
SUR LE RICHELIEU**

# Société d'histoire de Belœil - Mont-Saint-Hilaire

Case postale 85010, Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3H 5W1

Téléphone : (450) 446-5826

Courriel : shbmsh@cam.org

Site internet : <http://www.shbmsh.cam.org>

Membre de la Société d'histoire de la vallée du Richelieu,  
de la Table de coordination des archives privées de la Montérégie,  
de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec  
et de la Table culturelle de la Vallée-du-Richelieu.

---

## Bureau de direction

Président: Alain Côté

Vice-président: Benoit Béland

Secrétaire: Anne-Marie Charuest

Trésorier: Alain Côté

Directeurs: Pierre Gadbois

Pierre Lambert

Sarah Lecours

Jean-Mathieu Nichols

---

## Comité de rédaction

Pierre Lambert, responsable

Anne-Marie Charuest et Suzanne Langlois

La Société publie des textes d'intérêt local et régional (Vallée-du-Richelieu)  
traitant d'histoire, de généalogie et de sujets connexes.

Les manuscrits, remis en double exemplaire et sur disquette informatique,  
sont soumis au comité de rédaction qui les accepte, les rejette ou propose des  
modifications. Les auteurs sont priés d'utiliser les *Instructions aux auteurs*  
préparées à leur intention.

©Société d'histoire de Belœil - Mont-Saint-Hilaire 2005

Tous droits de reproduction réservés.

Graphisme: Nicole de Passillé

Impression: Marc Veilleux imprimeur inc.

Dépôt légal : premier trimestre 2005, Bibliothèque nationale du Québec  
et Bibliothèque nationale du Canada. ISSN : 0225-5359

# Cahier d'histoire

Société d'histoire de Belœil - Mont-Saint-Hilaire

26<sup>E</sup> ANNÉE

N<sup>O</sup> 76

FÉVRIER 2005

## SOMMAIRE

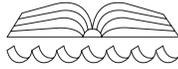
**L'héritage politique des Patriotes en Montérégie  
de 1867 à 1897 (suite)**

*par Robert Lagassé* \_\_\_\_\_ 3

**Les origines de la navigation à vapeur sur le Richelieu**

*par Paul-Henri Hudon* \_\_\_\_\_ 21





# L'HÉRITAGE POLITIQUE DES PATRIOTES EN MONTÉRÉGIE DE 1867 À 1897 (SUITE)

————— ROBERT LAGASSÉ

HISTORIEN ET ANCIEN PROFESSEUR AU COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT, MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE BELLEIL - MONT-SAINT-HILAIRE, L'AUTEUR TERMINE ICI CE TEXTE PRIMÉ AU CONCOURS PERCY-W.-FOY 2002 DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA VALLÉE DU RICHELIEU ET DONT LA PREMIÈRE PARTIE A PARU DANS LE CAHIER N° 74.

## Les thèmes électoraux des libéraux

En 1867, trois mois après l'établissement de la confédération, dans la confusion des votes et des mandats, les Québécois sont appelés à se choisir un gouvernement provincial et une administration fédérale.

*« Les conservateurs présentent la confédération comme le glorieux résultat du patriotisme et de l'énergie indomptable de « nos hommes d'État » et la victoire de l'autonomie complète de la province, car elle confie le dépôt sacré de nos traditions à un gouvernement choisi parmi nous<sup>1</sup> ».*

Ils sont activement soutenus par les évêques qui affirment qu'il faut accepter la confédération et s'y soumettre. Les libéraux sont divisés : les modérés d'Antoine-Aimé Dorion recommandent la conciliation sur la question de la confédération, tandis que les radicaux rouges continuent à la combattre :

*« La confédération, disent-ils, couronnement de dix années de mauvaise administration, est l'œuvre des sangsues qui boivent le meilleur du sang du Canada-français, œuvre imposée au Bas-Canada par un sentiment hostile à notre race [...] À travers la nouvelle organisation politique, c'est le projet de Lord Durham qui se réalise; par l'absence de consultation populaire c'est le principe démocratique qui est bafoué,*

*c'est le refus d'étendre aux minorités catholiques du Haut-Canada les garanties assurées à la minorité protestante du Bas-Canada, c'est le principe de l'armée permanente, c'est l'émigration des Canadiens, c'est le maintien et l'accomplissement des taxes directes et indirectes, c'est [...] la fuite des deniers publics vers le Grand-Tronc, les vapeurs océaniques, les fournisseurs et entrepreneurs bleus<sup>2</sup> ».*

En 1871, le nouveau chef libéral, Henri-Gustave Joly de Lotbinière ne livre pas une vraie lutte au gouvernement. Les candidats libéraux se contentent de dénoncer l'énormité des coûts de la campagne électorale, la mauvaise répartition des dépenses en éducation et ils réclament l'abolition du double mandat<sup>3</sup>. La véritable opposition vient plutôt des journaux radicaux rouges *Le Pays*, *Le Canadien*, *L'Événement* et *L'Opinion du peuple* qui défendent « la cause libérale » et flirtent avec l'idée d'annexion aux États-Unis, projet qui, il faut le dire, n'est pas très populaire.

En 1875, la situation est fort différente : les libéraux sont au pouvoir à Ottawa et le gouvernement conservateur de Charles-Eugène-Napoléon Boucher de Boucherville est impliqué dans plusieurs scandales dont le plus important est celui des tanneries<sup>4</sup>. Les bleus invoqueront en réaction le scandale du canal Lachine<sup>5</sup>. La question de l'amnistie promise aux Métis du Manitoba lors de leur révolte de 1870 agite aussi la campagne : le gouvernement fédéral conservateur de John A. Macdonald a refusé d'honorer sa promesse par crainte d'une levée de boucliers en Ontario et son successeur libéral, Alexander Mackenzie, ne se sent pas lié par la promesse des conservateurs. Le chef libéral, Joly de Lotbinière, en profite alors pour présenter la position du parti libéral comme étant une de centre modéré et insiste sur l'idée que son parti est réformiste à l'anglaise et non radical à l'européenne. « Le parti libéral n'a rien à faire avec les socialistes et les communistes », clame Joly de Lotbinière sur les estrades électorales. Le chef libéral, qui est protestant, prend aussi ses distances avec une position chère aux radicaux : la séparation de l'Église et de l'État :

*« Je dois repousser l'accusation fautive lancée contre le parti national (fédéral) consistant à dire que ce parti tend à la promulgation de l'idée de séparer la question d'éducation d'avec la question de religion. Les actes de notre parti prouvent le contraire. En 1862, nous avons accordé au Haut-Canada les écoles séparées et dernièrement le ministère fédéral décrétait que les écoles seraient séparées dans le Nord-Ouest<sup>6</sup> ».*

Évidemment, les libéraux insistent toujours sur les scandales impliquant les amis, voire les membres du gouvernement de la province, mais une bonne partie des débats porte sur la défense des droits des francophones au Manitoba et aussi au Nouveau-Brunswick dont le gouvernement a supprimé les écoles séparées catholiques et françaises. Le premier ministre fédéral, John A. Macdonald, est tenu pour responsable de cette situation, car il a négligé d'accorder des garanties à toutes les minorités dans la préparation de la confédération et il refuse d'intervenir en faveur de ces écoles séparées par une loi réparatrice.

Malgré cela, le gouvernement Boucher de Boucherville est réélu grâce à l'appui des ultramontains et du clergé. Il présente aussitôt un projet de loi abolissant le ministère de l'Instruction publique, en place depuis 1867, et le remplace, en 1876, par un surintendant soumis aux directives du Conseil de l'Instruction publique divisé en deux comités, catholique et protestant. Le comité catholique sera composé des évêques de la province et d'un nombre égal de laïcs désignés par le gouvernement. Les radicaux rouges sont atterrés : l'État provincial se subordonne de lui-même à l'Église.

Les élections de 1878 se font dans un climat de crise constitutionnelle : le lieutenant-gouverneur Letellier de Saint-Just a destitué le premier ministre Boucher de Boucherville. Sur une question de modification du tracé projeté d'une ligne de chemin de fer sur la rive nord du fleuve, plusieurs villes et municipalités ont refusé de verser les sommes auxquelles elles s'étaient engagées. Le gouvernement Boucher de Boucherville a répliqué par un projet de loi très dur pour les forcer à respecter leurs engagements,

se donnant le droit, en cas de refus, de procéder à des saisies de biens des contribuables, sans passer par les tribunaux.

Le « coup d'État » du lieutenant-gouverneur pousse les libéraux au pouvoir, mais ils sont minoritaires en Chambre et ne peuvent gouverner. Ils déclenchent donc des élections générales. Ironiquement, ce sont maintenant les conservateurs qui se font les champions du gouvernement responsable et du droit du peuple de se gouverner lui-même tandis que le nouveau premier ministre, Joly de Lotbinière défend l'intervention du lieutenant-gouverneur « *qui a fait respecter les droits de la couronne méconnus et les intérêts du peuple foulés aux pieds<sup>7</sup>* ». Les libéraux s'en prennent toujours à la gestion du gouvernement qui les a précédés, affirmant qu'il a endetté la province de 12 000 000 \$ en cinq ans et imposé des taxes ruineuses pour les contribuables. Le scrutin est très serré, mais les libéraux s'accrochent au pouvoir. Cependant, le 28 août 1879, le Conseil législatif, composé en majorité de conservateurs, refuse de voter le projet de loi de subsides accordés aux chemins de fer, ce qui entraîne la chute du gouvernement Joly de Lotbinière. Joseph-Adolphe Chapleau lui succède à la tête de l'État, mais son administration s'empêtre rapidement dans la corruption et les conflits d'intérêt.

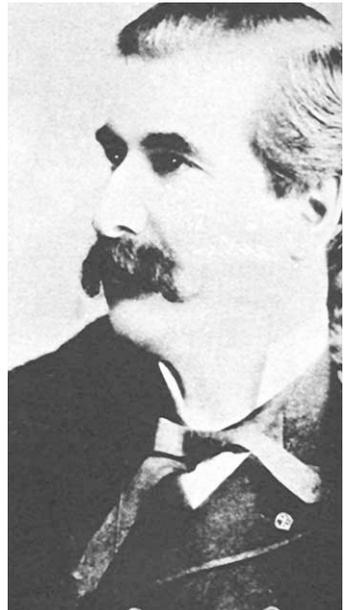
Il n'est donc pas surprenant de voir les libéraux s'en prendre, lors des élections de 1881, au Conseil législatif, cette institution honnie, déjà décriée à l'époque des Patriotes. Ils demandent à cors et à cris son abolition. Ils s'attaquent aussi aux profiteurs et amis du régime. Chapleau lui-même est sur la sellette : il est accusé d'avoir reçu une somme de 14 000 \$ pour favoriser l'implantation du Crédit foncier. La vente à rabais du chemin de fer du Nord à l'homme d'affaires Sénécal, ami personnel de Chauveau, alimente aussi la campagne. Mais encore une fois, l'alliance de la haute finance, du clergé, de la majorité de la presse et une solide organisation conservatrice, vantant la prospérité de la province, assure la victoire des conservateurs qui semblent invincibles.

Les libéraux doivent admettre qu'ils sont désorganisés et manquent d'argent.

*« Le libéral Barthe, qui avait son franc parler, avoua, dans sa Gazette de Sorel, la désorganisation du parti libéral, sans direction dans la province et surtout dans le district de Montréal. Le parti n'a pas d'argent, reconnut-il; mais au temps de Papineau, était-il nécessaire de dépenser cinq mille dollars par comté pour faire élire des réformistes, prêts à lutter contre la tyrannie du Conseil législatif? »<sup>8</sup> ».*

Il faudra un événement majeur pour renverser la situation. Ce sera la pendaison de Louis Riel qui agitera pendant des mois l'opinion publique au Québec. Les assemblées en faveur de Riel n'ébranlent pas le gouvernement de Sir John A. Macdonald, car l'Ontario réclame avec véhémence et obtient la pendaison du chef métis. La déception est grande au Québec et le parti conservateur provincial en subit les contrecoups.

L'affaire Riel constitue une vraie chance pour les libéraux au Québec. Il faut cependant préciser que les sentiments nationalistes d'Honoré Mercier, nouveau chef libéral à Québec, sont sincères. Né à Sabrevois en 1840 et député de Saint-Hyacinthe, Mercier est issu d'une authentique famille patriote : son père Jean-Baptiste a fait le coup de feu avec les Patriotes en 1837 et a caché deux de ses compagnons dans sa cave avant de les conduire à la frontière. Cela lui a d'ailleurs valu l'emprisonnement. Mais il en était fier. Ce cultivateur avait le culte de l'instruction, le goût des idées et de la politique. Honoré en héritera.



**Figure 1. Honoré Mercier coalesce libéraux et nationalistes et oriente son action politique vers la défense du Québec.**

(Source : ANQ-Q).

Quand l'affaire Riel éclate, Mercier propose d'abord, en toute sincérité, la tête du mouvement de protestation à Chapleau qui décline cette offre. Mercier réussit alors à unir dans un même parti, le Parti national, les libéraux modérés, les rouges les plus radicaux et une large fraction des ultramontains, pourtant opposés viscéralement à la plupart des idées des rouges. La cause nationale sera le ciment de cette coalition. L'union des nationalistes et des réformistes constitue enfin une large base populaire permettant l'accès des libéraux au pouvoir.

En 1886, l'agitation nationaliste est encore très vive. Mercier, un excellent orateur, a de la prestance et ses formules chocs enflamment les foules. « *L'esprit de parti, c'est la désunion et la perte de la nation canadienne-française; le patriotisme, c'est l'union!* » proclame-t-il. Ou encore : « *C'est la division, née de l'esprit de parti, qui a fait le mal; c'est l'union, née du patriotisme, qui le réparera.* » Mais il ne s'en tient pas aux slogans et aux dénonciations. Il propose au peuple un programme cohérent :

*« La situation est d'une triste simplicité. Notre Province n'est plus respectée comme elle l'était naguère, parce que la majorité de ses représentants n'a pas défendu son honneur, l'a sacrifié à l'esprit de parti. [...] Cette situation presque désespérée exige un remède prompt et énergique; et ce remède est l'union de tous les bons citoyens sans distinction de races ou de croyances. [...] »*

*Considérant que le pouvoir fédéral, dont l'attitude a été si odieuse dans l'affaire Riel, empiète d'année en année sur l'autonomie de la Province; et que nous voulons à Québec un véritable gouvernement, non un bureau aux ordres d'Ottawa [...]*

*En présence de ces dangers, tous les bons citoyens, sans distinction d'origine ou de religion, mettant de côté tout esprit de parti, ont résolu de se réunir pour assurer à la province une représentation indépendante et capable de faire respecter nos droits constitutionnels.*

*En conséquence, ils se sont mis d'accord sur le programme suivant :*